

**Art. 21.** Dit decreet treedt in werking op de dag die is bepaald door de Regering en uiterlijk op 1 september 2002. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen. Gedaan te Brussel, op 27 maart 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,  
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 238-1. — Commissieamendementen, nr. 238-2. — Verslag, nr. 238-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en stemming, Vergadering van 26 maart 2002.

F. 2002 — 1751

[S – C – 2002/29247]

**27 MARS 2002. — Décret relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1. évaluation externe : évaluation dont la conception et la mise en œuvre sont confiées à des personnes extérieures à l'équipe éducative d'un établissement scolaire;
2. indicateurs : données statistiques informant sur l'état ou l'évolution au cours du temps d'un phénomène jugé important. En éducation, le recueil d'indicateurs vise à informer sur la santé et la qualité du système éducatif;
3. outils pédagogiques : toute forme de soutien pédagogique que l'on peut apporter pour aider à répondre aux difficultés décelées, qu'il soit à caractère général ou concret;
4. Système cohérent d'indicateurs : ensemble de données jugées nécessaires par la Commission de pilotage visée à l'article 2, le Gouvernement et le Parlement pour assurer le suivi statistique des élèves et le pilotage du système éducatif;
5. Suivi statistique des élèves : suivi du parcours des élèves dans le système éducatif, quel que soit le niveau scolaire considéré, depuis l'entrée dans celui-ci jusqu'à sa sortie, en ce compris l'enseignement non obligatoire.
6. décret-missions : décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

CHAPITRE II. — *De la Commission de pilotage*

*Section 1<sup>re</sup>.* — La Commission de pilotage

**Art. 2.** Il est créé une Commission de pilotage des enseignements organisés ou subventionnés par la Communauté française dénommée ci-après « la Commission ».

L'enseignement de la religion et de la morale non confessionnelle tel que défini à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 n'est pas soumis à l'application du présent décret.

*Section 2.* — Des missions

**Art. 3.** La Commission a pour mission, dans le respect de la liberté en matière de méthodes pédagogiques :

1. d'accompagner les réformes pédagogiques et d'œuvrer à leur réalisation;
2. de doter notre enseignement d'un système cohérent d'indicateurs. Pour ce faire, elle rassemble dans la base de données visée à l'article 4, 2<sup>o</sup>, des informations objectives sur le système éducatif en Communauté française et sur sa capacité à répondre aux objectifs fixés;
3. de favoriser la cohérence entre le contenu des programmes, les socles de compétences, les compétences terminales et les profils de formation ainsi que la compatibilité entre les programmes des réseaux et des niveaux d'enseignement;
4. de définir annuellement pour les formations visées par les décrets du 24 décembre 1990 et du 16 juillet 1993 les orientations et les thèmes prioritaires destinés à former à l'apprentissage des socles de compétences, des compétences terminales, des profils de formation et de toutes autres matières communes à l'ensemble des niveaux et réseaux d'enseignement.

Le plan comprenant ces orientations et thèmes prioritaires est transmis pour approbation au Gouvernement pour le 15 octobre de chaque année. Le gouvernement l'approuve après modifications éventuelles pour le 15 novembre de chaque année et le transmet à l'organisme que le législateur décrètera.

Elle présentera également au Gouvernement une proposition motivée sur le choix des opérateurs chargés de mettre en œuvre ces formations;

5. de coordonner et diffuser les outils pédagogiques et d'évaluation visés aux articles 18, 19, 28, 29, 37, 38, 51 et 52 du décret-missions;

6. d'articuler les efforts de recherche et développement en éducation des universités et des hautes écoles et de veiller à faire bénéficier les établissements scolaires des résultats. A cette fin, elle définit des plans pluriannuels de recherche fixant les priorités et les objectifs à atteindre. Ces plans sont soumis au Gouvernement pour approbation et mis en œuvre par ce dernier conformément aux priorités fixées;

7. d'organiser des formes d'évaluation externe en veillant notamment à :

— concevoir des batteries d'épreuves d'évaluation étalonnées et contrôler leur administration et la gestion des résultats;

— structurer la réflexion sur les indicateurs collectés;

— proposer les régulations à effectuer;

— rassembler, diffuser et susciter la création si besoin est d'outils pédagogiques permettant de répondre aux difficultés décelées.

La Commission procède aux évaluations externes. Ces évaluations externes sont organisées au moins tous les cinq ans pour chaque cycle de l'enseignement obligatoire visé à l'article 13, § 3, du décret-missions, ainsi que pour le deuxième et le troisième degré de l'enseignement secondaire.

Le seul objectif de ces formes d'évaluation externe doit être l'amélioration de la qualité de l'enseignement en Communauté française. Les résultats ne peuvent être divulgués à d'autres fins que le bon accomplissement des missions reprises à l'article 3. Il est prohibé d'en faire état à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements.

Les membres de la Commission de pilotage ainsi que les services, organes, organismes mentionnés à l'article 4 et les membres des catégories des personnels et les pouvoirs organisateurs des établissements soumis au présent décret qui, en raison de leurs fonctions, auraient connaissance de résultats visés au paragraphe précédent, sont tenus à cet égard par le secret professionnel conformément aux dispositions légales en la matière.

Toute infraction à ce principe de non-divulgaration est considérée comme une pratique déloyale au sens des articles 41 et suivants du chapitre IX de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

8. d'assurer le suivi statistique des élèves en vue de comprendre les décrochages, les problèmes rencontrés, et les orientations successives, en ce compris l'articulation avec les autres opérateurs de formation. Ce suivi statistique permet également d'établir des plans d'échantillonnage pour les études commandées par le Gouvernement. Pour assurer ce suivi statistique, la Commission fait notamment appel à la base de données visées à l'article 4, 2°;

9. d'éclairer, sur demande ou d'initiative, le Gouvernement et le Parlement de la Communauté française, notamment sur l'état et l'évolution de son système éducatif, les problèmes qu'il rencontre ou qui sont prévisibles, les écarts par rapport aux plans et aux prévisions;

10. d'adresser un rapport annuel au Gouvernement qui comprend notamment :

1° une synthèse de ses activités;

2° un programme synthétique d'activités pour l'exercice suivant;

3° des propositions concernant toute modification réglementaire et décrétable permettant d'améliorer le pilotage de l'enseignement en Communauté française.

Tous les deux ans, ce rapport indique l'application qui a été faite des chapitres IX et X du décret-missions.

Le Gouvernement transmet le rapport au Parlement sans délai. Après examen de ce rapport, le Gouvernement et le Parlement, chacun pour ce qui le concerne, formulent à la Commission les recommandations qu'ils jugent nécessaires.

### Section 3. — Des moyens logistiques

**Art. 4.** Pour remplir ses missions, la Commission :

1° dispose d'un secrétariat dont la composition est fixée par le Gouvernement et établi au sein de l'administration;

2° dispose de la base de données constituée conformément à l'article 3, 2°.

Cette base de données est placée sous la responsabilité du Président de la Commission.

Le Gouvernement, sur proposition du Président de la Commission, désigne nommément les personnes habilitées à collaborer à la mise en œuvre et à l'exploitation de cette base de données. Il détermine, sur proposition de la Commission, les informations qui peuvent être collectées et enregistrées, l'usage qui peut être fait de celles-ci et restreint toute publication à des ensembles agrégés ne permettant en aucun cas d'identifier les personnes physiques sur lesquelles portent les informations;

3° se base notamment sur les travaux visés aux articles 18, 28 et 37 du décret-missions, sur les travaux des groupes de travail visés aux articles 16, 25, 26 et 35, des Commissions de programme visées aux articles 17, 27, 36 et 50 et des Commissions des outils d'évaluation visées aux articles 19, 29, 38 et 52 du décret-missions. A ce titre, elle coordonne les travaux des groupes précités et leur donne toutes les instructions et injonctions utiles à la bonne fin de ses missions;

4° est assistée, selon les modalités définies par le Gouvernement, par l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique, notamment par son service d'inspection, le Directeur général de l'Enseignement obligatoire et le Directeur de l'Enseignement non obligatoire, ainsi que par tous les services, organes et organismes relevant de la Communauté française et assurant une mission en rapport avec les compétences de la Commission;

5° œuvre en coordination avec les services de pédagogie des universités et des hautes écoles.

*Section 4. — Composition et organisation*

**Art. 5.** La Commission est composée :

- de l'Administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique ou de son délégué qui préside;
- des inspecteurs généraux et des inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection de l'enseignement primaire organisé par la Communauté française et de l'enseignement spécial organisé et subventionné par la Communauté française;
- de sept experts en pédagogie désignés par le Gouvernement, issus des universités ou des hautes écoles, dont au moins deux représentants des hautes écoles;
- de huit membres désignés par le Gouvernement dont quatre représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement non-confessionnel et quatre représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement confessionnel;
- du responsable du Service général des affaires pédagogiques, de la recherche en éducation et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française;
- de trois représentants des organisations représentant les enseignants de la Communauté française et affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du Travail;
- de deux représentants des organisations de parents visées à l'article 69, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret-missions.

Les mandats des membres de la Commission sont d'une durée de quatre ans. Ils sont renouvelables. Leur rétribution est fixée par le Gouvernement.

En cas d'impossibilité de siéger, les membres de la Commission sont remplacés comme suit :

- les inspecteurs généraux délèguent un inspecteur relevant de leur service;
- les inspecteurs chargés de la coordination désignent un inspecteur faisant partie du service dont ils assurent la coordination;
- les experts en pédagogie désignés par le Gouvernement sont remplacés par des suppléants désignés par le Gouvernement dans les mêmes conditions;
- les membres des pouvoirs organisateurs désignés par le Gouvernement sont remplacés par des suppléants désignés par le Gouvernement dans les mêmes conditions;
- le responsable du Service général des affaires pédagogiques, de la recherche en éducation et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française désigne son délégué.

La Commission ne délibère valablement qu'en présence de la majorité absolue de ses membres. La Commission prend ses décisions au consensus et à défaut à la majorité des deux tiers des membres présents.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, le Président convoque dans les huit jours une nouvelle réunion qui délibère alors à la majorité absolue des membres présents.

Un membre du secrétariat visé à l'article 4, 1<sup>o</sup>, assiste aux réunions sans voix délibérative.

La Commission établit son règlement d'ordre intérieur qui est approuvé par le Gouvernement.

Ce règlement d'ordre intérieur précise notamment les conditions dans lesquelles les membres de la Commission peuvent se faire assister d'un collaborateur en réunion.

*Section 5. — Des moyens budgétaires*

**Art. 6.** Dans les limites des disponibilités budgétaires, le Gouvernement met à la disposition de la Commission des moyens matériels et humains qui lui permettent de remplir pleinement ses missions. Cette dépense fait l'objet d'une allocation de base spécifique dans le budget général des dépenses de la Communauté française.

*CHAPITRE III. — Des mesures et recommandations en vue de garantir la qualité et l'équivalence de l'enseignement dispensé dans les établissements*

**Art. 7.** Si la Commission dispose d'éléments indiquant qu'un établissement ne met pas en œuvre ou applique de manière manifestement lacunaire les recommandations qu'elle formule en vue de garantir la qualité et l'équivalence de l'enseignement dispensé dans les établissements, elle adresse un rapport au Gouvernement.

Les éléments d'information visés à l'alinéa précédent sont notamment portés à la connaissance de la Commission par les services d'inspection.

Sur base du rapport de la Commission, le Gouvernement peut entendre le chef d'établissement pour ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française ou le représentant du pouvoir organisateur pour ce qui concerne l'enseignement subventionné.

Sur base du procès-verbal de cette audition, si le Gouvernement estime les faits établis,

- pour ce qui concerne l'enseignement de la Communauté française, il donne injonction à l'Administrateur général de l'Enseignement et de la recherche scientifique de prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit mis fin au manquement constaté;
- pour ce qui concerne l'enseignement subventionné, il adresse une mise en demeure au pouvoir organisateur par laquelle il l'invite dans le délai qu'il fixe à mettre fin au manquement constaté.

Si à l'échéance de ce délai, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour mettre fin au manquement constaté, il appartient au Gouvernement de prendre les mesures ou sanctions qui s'imposent.

*CHAPITRE IV. — Dispositions modificatives*

**Art. 8.** Dans l'article 5, 13<sup>o</sup>, du décret-missions, les termes « des commissions centrales » sont remplacés par les termes « de la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française ».

**Art. 9.** L'article 61 du même décret est abrogé.

**Art. 10.** L'article 72 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Pour chacun de ses établissements, le pouvoir organisateur transmet avant le 31 décembre à la Commission de pilotage visée à l'article 5, 13°, un rapport annuel d'activités pour l'année scolaire précédente. La Commission préserve la confidentialité des données de ces rapports. La communication de celles-ci à des tiers ne peut consister qu'en analyses globales ne permettant en aucun cas l'identification des établissements. Toutefois, les informations relatives à un établissement peuvent être communiquées aux membres des services du Gouvernement selon les modalités que le Gouvernement définit.

Dans l'enseignement de la Communauté française, le rapport annuel est rédigé par le Chef d'établissement et soumis à l'avis du Conseil de participation.

Dans l'enseignement subventionné, le rapport annuel est rédigé par le pouvoir organisateur ou son délégué et soumis à l'avis du Conseil de participation. »

**Art. 11.** A l'article 73 du même décret sont ajoutés les dispositions suivantes :

a) au premier alinéa, un 15° libellé comme suit est ajouté :

« 15° des réflexions permettant d'éclairer la Commission de pilotage visée à l'art. 5, 13°, sur l'avis des enseignants quant au dispositif de pilotage dans son ensemble et à la manière de renforcer son action. »

b) un second alinéa libellé comme suit est ajouté :

« Le modèle du rapport d'activités est déterminé par le Gouvernement sur base de propositions de la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française. Ce modèle peut moduler l'exigence quant aux contenus visés à l'alinéa précédent selon les niveaux et types d'enseignement.

#### CHAPITRE V. — Dispositions finales

**Art. 12.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 27 mars 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

#### Note

(1) *Session 2001-2002. Documents du Conseil.* — Proposition de décret, n° 229-1. — Amendements de commission, n° 229-2. — Rapport, n° 229-3.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 26 mars 2002.

#### VERTALING

N. 2002 — 1751

[C — 2002/29247]

**27 MAART 2002. — Decreet betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

#### HOOFDSTUK I. — Definities

Voor de toepassing van dit decreet verstaat men onder :

1. externe evaluatie : evaluatie waarbij het concept en de uitvoering worden toevertrouwd aan mensen die geen deel uitmaken van het onderwijsteam van een schoolinstelling;

2. indicatoren : statistische gegevens over de staat of evolutie van een belangrijk geacht verschijnsel. In het onderwijs dienen de indicatoren om meer te weten over de gezondheid en de kwaliteit van het onderwijssysteem;

3. pedagogische hulpmiddelen : iedere vorm van algemene of concrete pedagogische ondersteuning als antwoord op blootgelegde problemen;

4. coherent systeem van indicatoren : alle gegevens die noodzakelijk worden geacht door de in artikel 2 bedoelde Begeleidingscommissie, de Regering en het Parlement teneinde de statistische opvolging van de leerlingen en de begeleiding van het onderwijssysteem te kunnen waarborgen;

5. statistische opvolging van de leerlingen : opvolging van het parcours van de leerlingen in het onderwijssysteem, ongeacht het betrokken schoolniveau, vanaf het moment dat de leerling school begint te lopen tot op het einde van diens schoolparcours, het niet-verplicht onderwijs inbegrepen;

6. decreet-taken : het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

## HOOFDSTUK II. — *Begeleidingscommissie*

### *Afdeling 1. — De Begeleidingscommissie*

**Artikel 1.** Er wordt een Begeleidingscommissie van het door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidiëerde onderwijs opgericht, hierna 'de Commissie' genaamd.

Het onderricht van godsdienst en niet-confessionele zedenleer zoals bepaald in artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 valt niet onder de toepassing van dit decreet.

### *Afdeling 2. — Optrachten*

**Art. 2.** De Commissie heeft, rekening houdend met de vrijheid op het vlak van de pedagogische methodes, als opdracht :

1. de pedagogische hervormingen te begeleiden en te streven naar de verwezenlijking ervan;
2. ons onderwijs een coherent systeem van indicatoren te verschaffen. Hiervoor verzamelt ze in de in artikel 4, 2°, bedoelde gegevensbank objectieve informatie over het onderwijssysteem in de Franse Gemeenschap en over haar vermogen om tegemoet te komen aan vooropgestelde doeleinden;
3. de samenhang tussen de programma-inhoud, de eindtermen, de terminale vaardigheden en de opleidingsprofielen alsook de verenigbaarheid tussen de programma's van de netten en van de onderwijsniveaus te bevorderen;
4. jaarlijks voor de opleidingen, bedoeld in de decreten van 24 december 1990 en 16 juli 1993, de prioritaire studierichtingen en thema's af te bakenen om tijdens het leerproces eindtermen, terminale vaardigheden, opleidingsprofielen en alle andere aangelegenheden die gemeenschappelijk zijn voor alle onderwijsniveaus en -netten, te vormen.

Het plan van deze prioritaire studierichtingen en thema's wordt uiterlijk tegen 15 oktober van ieder jaar ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering. De Regering keurt dit plan na eventuele wijzigingen goed tegen 15 november van ieder jaar en verstuurt het naar het orgaan dat de wetgever bij decreet zal bepalen.

Zij zal de Regering tevens een met redenen omkleed voorstel voorleggen over de keuze van de operatoren die deze opleidingen zullen ten uitvoer brengen;

5. te zorgen voor de coördinatie en verspreiding van de pedagogische hulpmiddelen en evaluatie-instrumenten, bedoeld in artikelen 18, 19, 28, 29, 37, 38, 51 en 52 van het decreet-taken;

6. nadruk te leggen op de inspanningen van de universiteiten en hogescholen inzake het onderzoek en de ontwikkeling op het gebied van onderwijs en erop toe te zien dat de schoolinstellingen baat hebben bij de resultaten ervan. Daartoe stelt zij meerjarenplannen inzake onderzoek op waarin prioriteiten en doelstellingen zijn bepaald. Deze plannen worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd en door laatstgenoemde uitgevoerd, overeenkomstig de vooropgestelde prioriteiten;

7. manieren voor externe evaluatie te bedenken en daarbij met name :

- reeksen gestandaardiseerde evaluatieproeven te bedenken en toezicht te houden op de administratie en het beheer van de resultaten;
- de ideeën over de vergaarde indicatoren te structureren;
- de uit te voeren regelingen voor te stellen;
- desnoods, pedagogische hulpmiddelen verzamelen, verspreiden en creëren die tegemoet komen aan de opgeworpen problemen.

De Commissie verricht de externe evaluaties. Deze externe evaluaties worden minstens eenmaal om de vijf jaar georganiseerd voor iedere cyclus van het in artikel 13, §3, van het decreet-taken bedoeld verplicht onderwijs, alsook voor de tweede en derde graad van het secundair onderwijs.

Het enige doel van deze vormen van externe evaluatie bestaat erin de kwaliteit van het onderwijs in de Franse Gemeenschap te verbeteren. De resultaten mogen niet openbaar worden gemaakt voor andere doeleinden dan de correcte uitvoering van de in artikel 3 gestelde opdrachten. Ze mogen niet aangewend worden voor publiciteits- of concurrentiedoeleinden tussen de inrichtingen onderling.

De leden van de Begeleidingscommissie alsook de diensten, organen, organismen bedoeld in artikel 4 en de leden van de personeelscategorieën en de inrichtende machten van de inrichtingen waarop dit decreet van toepassing is die, wegens hun functie, kennis zouden hebben van de in vorige paragraaf bedoelde resultaten, zijn in dit opzicht gebonden aan het beroepsgeheim, overeenkomstig de wettelijke bepalingen terzake.

Iedere overtreding van dit beginsel van niet openbaarmaking wordt aanzien als een oneerlijke handeling in de zin van artikelen 41 en volgende van hoofdstuk IX van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

8. te zorgen voor de statistische opvolging van de leerlingen om meer inzicht te verkrijgen in het probleem van de schoolafhakkers, de ondervonden problemen en de opeenvolgende studierichtingen, alsook in de wisselwerking met andere opleidingsverstrekkers. Deze statistische opvolging maakt het eveneens mogelijk steekproefplannen op te stellen voor de studies die zijn besteld door de Regering. Voor deze statistische opvolging doet de Commissie onder meer beroep op de in artikel 4, 2°, bedoelde gegevensbank;

9. op verzoek of op eigen initiatief, de Regering en het Parlement van de Franse Gemeenschap toelichting te verschaffen, met name over de staat en de evolutie van diens onderwijssysteem, de problemen die zij ondervindt of die mogen verwacht worden en de verschillen ten opzichte van de plannen en de vooruitzichten;

10. de Regering jaarlijks een verslag voor te leggen, bestaande uit :

- 1° een overzicht van haar activiteiten;
- 2° een samengevat activiteitenprogramma voor het volgende dienstjaar;
- 3° voorstellen aangaande elke reglementaire en decretale wijziging die moet leiden tot een betere begeleiding van het onderwijs in de Franse Gemeenschap.

Iedere twee jaar vermeldt het de toepassing die gedaan werd betreffende de hoofdstukken IX en X van het decreet-taken.

De Regering legt dit verslag onverwijld voor aan het Parlement. Nadat Regering en Parlement dit verslag hebben onderzocht, formuleren zij beide, ieder wat hem betreft, aan de Commissie welke aanbevelingen zij nodig achten.

#### *Afdeling 3. — Logistieke middelen*

**Art. 3.** Om haar opdrachten te vervullen :

1° beschikt de Commissie over een secretariaat waarvan de samenstelling wordt bepaald door de Regering en dat gevestigd is op het bestuur;

2° beschikt de Commissie over een gegevensbank, opgericht overeenkomstig artikel 3, 2°.

De voorzitter van de Commissie is verantwoordelijk voor deze gegevensbank.

De Regering duidt, op de voordracht van de Voorzitter van de Commissie, de personen bij naam aan die hun medewerking zullen verlenen aan de ingebruikname en het beheer van deze gegevensbank. Zij bepaalt, op voorstel van de Commissie, de informatie die kan worden vergaard en opgeslagen, het gebruik dat er mag van worden gemaakt en beperkt de publicatie van samengebrachte gehelen zodat in geen enkel geval de identiteit kan worden achterhaald van de natuurlijke personen waarop deze informatie betrekking heeft;

3° baseert de Commissie zich met name op de werkzaamheden bedoeld in artikelen 18, 28 en 37 van het decreet-taken, op de werkzaamheden van de werkgroepen bedoeld in artikelen 16, 25, 26 en 35 van de Programmacommissies bedoeld in artikelen 17, 27, 36 en 50 en van de Commissies voor evaluatiemiddelen bedoeld in artikelen 19, 29, 38 en 52 van het decreet-taken. Hierbij coördineert zij de werkzaamheden van voornoemde groepen en geeft zij deze alle instructies en bevelen die nuttig zijn voor het goede verloop van hun opdrachten;

4° wordt de Commissie, op de door de Regering bepaalde wijzen, bijgestaan door het Algemeen Bestuur van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, met name diens inspectiedienst, de directeur-generaal van het verplicht onderwijs en de directeur van het niet-verplicht onderwijs, alsook door alle diensten, organen en organismen die behoren tot de Franse Gemeenschap en opdrachten vervullen die nauw aansluiten bij de bevoegdheden van de Commissie;

5° werkt de Commissie samen met de pedagogische diensten van de universiteiten en hogescholen.

#### *Afdeling 4. — Samenstelling en organisatie*

**Art. 4.** De Commissie is samengesteld :

— uit de administrateur-generaal van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek of diens afgevaardigde, optredend als voorzitter;

— uit de inspecteurs-generaal en de inspecteurs die belast zijn met de coördinatie van de inspectie van het lager onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap en van het bijzonder onderwijs dat wordt ingericht en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

— uit zeven pedagogische deskundigen, aangeduid door de Regering, afkomstig uit de universiteiten en hogescholen, waarvan minstens twee vertegenwoordigers van de hogescholen;

— uit acht leden, aangeduid door de Regering, waarvan vier leden ter vertegenwoordiging van de inrichtende machten van het niet-confessioneel onderwijs en vier leden ter vertegenwoordiging van de inrichtende machten van het confessioneel onderwijs;

— uit de verantwoordelijke van de Algemene Dienst pedagogische zaken, opvoedkundig onderzoek en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs;

— uit drie vertegenwoordigers van de organisaties die de leerkrachten van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en aangesloten zijn bij vakorganisaties die in de Nationale Arbeidsraad zitting hebben;

— uit twee vertegenwoordigers van de ouderverenigingen bedoeld in artikel 69, § 5, eerste lid, van het decreet-taken.

De Commissieleden hebben een mandaat van vier jaar. Deze mandaten zijn hernieuwbaar. Hun bezoldiging wordt bepaald door de Regering.

Wanneer zij niet kunnen zetelen, worden de Commissieleden als volgt vervangen :

— de inspecteurs-generaal vaardigen een inspecteur van hun dienst af;

— de inspecteurs belast met de coördinatie wijzen een inspecteur aan die behoort tot de dienst waarvan zij de coördinatie verzorgen;

— de door de Regering aangeduide pedagogische deskundigen worden vervangen door plaatsvervangers die aangeduid worden onder dezelfde voorwaarden;

— de leden van de inrichtende machten die door de Regering zijn aangeduid, worden vervangen door plaatsvervangers die aangeduid worden onder dezelfde voorwaarden;

— de verantwoordelijke van de Algemene Dienst pedagogische zaken, opvoedkundig onderzoek en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs duidt zijn afgevaardigde aan.

De beraadslaging van de Commissie is pas geldig wanneer de absolute meerderheid van haar leden aanwezig is. De Commissie neemt haar beslissingen bij consensus en, bij gebrek hieraan, bij tweederde meerderheid van de aanwezige leden.

Een lid van het in artikel 4, 1°, bedoelde secretariaat woont de vergaderingen bij en is niet stemgerechtigd.

De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op dat wordt goedgekeurd door de Regering.

Dit huishoudelijk reglement specificeert met name de voorwaarden waaraan de Commissieleden zich tijdens de vergadering kunnen laten bijstaan door een medewerker.

#### *Afdeling 5. — Begrotingsmiddelen*

**Art. 5.** De Regering stelt, binnen de perken van de beschikbare budgettaire middelen, materiële en menselijke hulpmiddelen ter beschikking van de Commissie die haar toelaten geheel haar opdrachten te volbrengen. Deze uitgave wordt geboekt op een specifieke basistoelage in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK III. — *Maatregelen en aanbevelingen om de kwaliteit en de gelijkwaardigheid van het in de instellingen verstrekt onderwijs te verzekeren*

**Art. 6.** Als de Commissie over informatie beschikt die erop wijst dat een instelling haar aanbevelingen om de kwaliteit en de gelijkwaardigheid van het in de instellingen verstrekt onderwijs te garanderen, niet of zichtbaar onvoldoende uitvoert, brengt zij hierover verslag uit bij de Regering.

De in het vorig lid bedoelde informatie wordt met name door de inspectiediensten ter kennis gebracht van de Commissie.

De Regering kan, op grond van het Commissieverslag, het inrichtingshoofd horen wat betreft het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs of de vertegenwoordiger van de inrichtende macht wat het gesubsidieerd onderwijs betreft.

Als de Regering, op grond van het proces-verbaal van deze hoorzitting, van oordeel is dat feiten terecht zijn,

— gelast zij, wat het onderwijs van de Franse Gemeenschap betreft, de administrateur-generaal van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek de nodige maatregelen te treffen om de vastgestelde tekortkoming te verhelpen;

— stuurt zij, wat het gesubsidieerd onderwijs betreft, een ingebrekestelling naar de inrichtende macht en verzoekt zij deze de vastgestelde tekortkoming te verhelpen binnen de door haar opgelegde termijn.

Als de inrichtende macht bij het verstrijken van deze termijn niet het bewijs heeft geleverd dat zij de nodige maatregelen heeft getroffen om de vastgestelde tekortkoming te verhelpen, is het de taak van de Regering de noodzakelijke maatregelen of sancties te treffen.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 7.** In artikel 5, 13°, van het decreet-taken, worden de woorden "van de centrale commissies" vervangen door de woorden "van de Begeleidingscommissie opgericht bij decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap".

**Art. 8.** Artikel 61 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 9.** Artikel 72 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor elk van zijn inrichtingen, maakt de inrichtende macht vóór 31 december aan de Begeleidingscommissie bedoeld in artikel 5, 13°, een jaarlijks activiteitenverslag over voor het voorgaande schooljaar. De Commissie bewaart het vertrouwelijk karakter van deze gegevens. Het toevertrouwen ervan aan derden kan slechts gedaan worden in het kader van globale analyses, zodat de identificering van de inrichtingen in geen geval mogelijk is. De gegevens over een inrichting kunnen evenwel meegeedeeld worden aan de leden van de diensten van de Regering volgens de wijzen die de Regering bepaalt.

In het onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt het jaarlijks rapport opgesteld door het hoofd van de inrichting en voorgelegd aan het advies van de participatieraad.

In het gesubsidieerd onderwijs wordt het jaarlijks rapport opgesteld door de inrichtende macht of haar afgevaardigde en voorgelegd aan het advies van de participatieraad. »

**Art. 10.** In artikel 73 van hetzelfde decreet worden de volgende bepalingen toegevoegd :

a) in het eerste lid wordt een punt 15° ingevoegd, luidend als volgt :

« 15° van de overwegingen die de in artikel 5, 13°, bedoelde Begeleidingscommissie toelichting kunnen verschaffen over het advies van de leerkrachten inzake de begeleiding in zijn geheel en de wijze om haar actie te versterken. »

b) er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« het model van het activiteitenverslag wordt door de Regering vastgelegd op basis van voorstellen geformuleerd door de Begeleidingscommissie opgericht bij decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap. Dit model kan, naargelang de onderwijsniveaus en -types, variëren op het vlak van de in het vorig lid bedoelde inhoud. »

HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

**Art. 11.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2002.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 27 maart 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,

Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

*Documenten van de Raad.* — Voorstel van decreet, nr. 229-1. — Commissieamendementen, nr. 229-2. — Verslag, nr. 229-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 maart 2002.